



Nîmes, le 4 novembre 2016

Les agents du Gard dans le prolongement du mouvement initié au mois de mai avec leurs organisations syndicales ont décidé en assemblée générale de bloquer deux sites du département

- dès le 10 novembre pour le site de Nîmes Saintenac
- à partir du 14 novembre pour le site de ST Privat des Vieux

pour la période de l'échéance de la taxe d'habitation 2016.

Cette action s'inscrit dans l'appel à la grève lancé au niveau national pour la journée du 15 novembre.

Le constat dans le GARD est le même que dans tous les départements:

La surcharge de travail, le stress, entraînent des tensions entre collègues,.. avec en toile de fond nos missions de plus en plus bâclées.

Tout cela conduit à une situation gravissime qui met en péril la santé des agents tout en dégradant la qualité de notre travail.

Aujourd'hui nos services et postes comptables fonctionnent grâce au professionnalisme de tous les agents mais une absence imprévue et c'est tout un service, toute une trésorerie qui est sous pression.

Le dogmatisme politique qui consiste à supprimer des emplois encore plus massivement à la DGFIP qu'ailleurs (**6% des effectifs de la fonction publique d'Etat qui supportent 57% des suppressions d'emplois**) sans se soucier à aucun moment de la corrélation entre les moyens humains et les besoins pour l'accomplissement de nos missions, n'est pas sérieux tant il est devenu caricatural.

La Direction Générale des Finances Publiques a perdu près 37 000 emplois en 13 ans et 159 emplois dans le Gard depuis 2009 !

Pour faire face, la DGFIP est entrée dans une spirale infernale de fermetures de postes et de services au mépris des besoins réels des contribuables et des usagers.

Dans le GARD, les trésoreries de Vergèze et de Roquemaure seront effacées de la carte au 1^{er} janvier 2017.

Dans le même temps, des sites comme le Centre des Finances Publiques de Saint Privat des Vieux perdent un grand nombre de missions : départ du service de la publicité foncière sur Nîmes, du service de l'enregistrement et de celui de la fiscalité foncière. Quand l'administration n'envisage pas la fermeture immédiate, elle vide petit à petit ses structures !!

La DGFIP ne se donne plus les moyens d'exercer les missions qui lui sont dévolues alors que nos concitoyens, notamment les plus démunis, sont en droit d'attendre autre chose que des services en ligne.

Aujourd'hui, il est temps de réagir et nous appelons tous les collègues, la population et les élus à participer avec nous aux rassemblements prévus le mardi 15 novembre pour l'arrêt du démantèlement du service public

- **A 10 h sur le site de ST Privat**
- **A 14h30 sur le site de Nîmes Saintenac**

Toutes les catégories de personnel attendent de notre administration une réponse aux difficultés rencontrées dans notre quotidien:

- **Nous demandons l'arrêt des suppressions d'emplois, des restructurations et des fermetures de sites.**
- **Des moyens à la hauteur des enjeux d'un service public de qualité.**
- **De compenser les emplois non pourvus dans nos services.**

FO DGFIP:

Florence DIOT 06 67 39 76 08 - Thierry VINCENT 06 81 32 50 47

SOLIDAIRES Finances Publiques:

Loïc VALVERDE 06 03 47 93 70 - Jean-Marie TERENDIJ 06 70 07 34 84

CGT Finances Publiques:

Didier VIGNAL 06 20 14 25 81 - Véronique CINQ 06 29 67 10 37